

LES RÉPERCUSSIONS QUE LES DISTINCTIONS JURIDIQUES ET POLITIQUES FONDÉES SUR L'ÂGE ONT SUR LA TRANSITION VERS LA RETRAITE

par

**Rafael Gomez* et
Morley Gunderson****

Décembre 2004

* Rafael Gomez est chargé de cours à la London School of Economics, professeur adjoint au Glendon College de l'Université York et associé en recherche auprès du Centre des relations industrielles et du Centre des études internationales de l'Université de Toronto.

** Morley Gunderson est titulaire de la chaire de la CIBC sur l'emploi des jeunes et professeur au Centre des relations industrielles et à la Faculté de sciences économiques de l'Université de Toronto. Il est aussi associé en recherche auprès de l'Institute for Policy Analysis, du Centre des études internationales, de l'Institut du développement humain, du parcours des âges et du vieillissement et de l'Institut de recherche sur le travail et la santé.

Ce document a été rédigé pour la Commission du droit du Canada sous le titre «The Impact of Age Distinctions in Law and Policy on Transitions to Retirement ». Les points de vue exprimés sont ceux des auteurs; ils ne correspondent pas nécessairement à l'opinion de la Commission. Les auteurs assument l'entière responsabilité quant à l'exactitude des renseignements présentés dans ce document.

Pour obtenir la copie intégrale du rapport de recherche dans la langue de l'auteur, veuillez communiquer avec la Commission du droit à info@cdc.gc.ca.

RÉSUMÉ

Le document examine les répercussions que les distinctions juridiques et politiques fondées sur l'âge ont sur la transition vers la retraite dans un certain nombre de domaines : la discrimination fondée sur l'âge et la législation sur les droits de la personne, la Charte des droits et libertés, les décisions de la Cour suprême et d'autres tribunaux sur la retraite obligatoire, les exigences professionnelles justifiées, les régimes de retraite parrainés par l'employeur, les régimes de retraite publics, les régimes d'épargne-retraite privés, l'impôt sur le revenu des particuliers, les pensions d'invalidité, les crédits d'impôt et l'aide aux personnes handicapées, les prestations de maladie de l'assurance-emploi et l'assistance sociale. Ensuite, le document se concentre sur la retraite obligatoire, car elle permet de mettre en évidence les distinctions juridiques et politiques fondées sur l'âge, ainsi que les compromis difficiles et les malentendus qui caractérisent ce domaine controversé, et examine les facteurs clés qui influent sur l'adoption des politiques ou les détails de l'élaboration et de la mise en œuvre de diverses initiatives politiques qui ont une incidence sur la transition vers la retraite. Le document se termine par une analyse politique qui met l'accent sur les modifications qui peuvent être apportées aux caractéristiques clés du droit et des politiques qui font obstacle à une transition flexible vers la retraite (ou de la retraite) et sur les méthodes pour moderniser les politiques afin de faciliter une transition flexible. En outre, l'analyse politique décrit brièvement les compromis politiques nécessaires pour effectuer ces changements et les moyens qui permettraient d'atténuer les effets négatifs. Le document fait des recommandations clés pour la réforme du droit dans ce domaine.